

DES FOURMIS



« BLOQUONS TOUT » UN AUTOMNE DE LUTTES S'ANNONCE

L'automne 2025 s'ouvre sur une France secouée par une période de turbulences politiques et sociales d'une ampleur inédite sous la Ve République. Après l'énième remaniement gouvernemental, l'instabilité chronique s'est installée au sommet de l'État, avec des gouvernements minoritaires incapables de répondre aux urgences populaires. Loin de l'apaisement promis, la crise institutionnelle se double d'une crise sociale profonde, alimentée par des mesures d'austérité brutales, des restrictions des droits sociaux et une inflation non compensée qui écrase les plus précaires.

Sur le terrain social, la colère monte dans toutes les couches populaires devant le recul des droits, le gel des salaires et la précarisation galopante.

Les annonces du gouvernement imposent des coupes budgétaires brutales : suppression de jours fériés, réformes à la hache de l'assurance chômage, désindexation des pensions, doublement des franchises médicales et remise en cause du droit du travail et des 35h. Les travailleuses, les précaires, les retraité-es sont une fois de plus les cibles désignées d'un gouvernement qui préfère la saignée sociale plutôt que de taxer les grandes fortunes et les profits des multinationales.

Loin des discours sur la « stabilité », c'est un pays plongé dans une crise démocratique majeure et une fracture sociale béante. Les mobilisations de septembre – du 10 au 18 – ont rassemblé des centaines de milliers de personnes décidé-es à dire non à ce démantèlement généralisé, non aux politiques d'austérité, non aux injustices fiscales et sociales imposées par une oligarchie déconnectée de la réalité des vies « ordinaires ».

sanitaire, social, médico-social : un secteur sacrifié

Le secteur sanitaire, social et médico-social, déjà fragilisé par des années de sous-investissement et de mépris institutionnel, subit un véritable démantèlement. Les établissements médico-sociaux, les EHPAD, les services d'aide à domicile et les équipes du handicap font face à la pénurie de moyens, au manque de personnel, à la stagnation des salaires et à l'explosion des besoins sociaux. La dernière vague d'austérité met à terre les professionnel-le-s et laisse des millions de



personnes dépendantes, âgées ou vulnérables dans l'angoisse et l'insécurité.

Face à cette situation, une partie du secteur refuse de céder à la résignation. Les syndicats de SUD/Solidaires appellent à des mobilisations locales et nationales. Assemblées, piquets de grève, préavis couvrant tout le mois de septembre et après : la résistance s'organise pour défendre un financement public pérenne, le maintien des droits collectifs et l'accès universel aux soins et à l'accompagnement social et médico-social.

L'appel aux mobilisations : septembre debout ! Et après, s'il le faut !

Après l'appel du « Bloquons tout ! » du 10 septembre, qui a réuni près de 250 000 manifestant-es dans plus de 800 actions sur tout le territoire, la nouvelle journée de mobilisation nationale a suivi le 18 septembre, tous les secteurs professionnels, du public comme du privé, ont été appelés à la grève et à la rue a été une réussite et à rassemblé des milliers de personnes.

Intersyndicale unie, mobilisations dans la santé, le médico-social, l'éducation, les transports, les retraités, les précaires : la résistance populaire s'affirme, exigeant l'abandon des mesures d'austérité, une véritable justice sociale et fiscale et un financement digne des politiques publiques.

La bataille ne fait que commencer — les journées du 10 et du 18 septembre ne sont que les premiers jalons d'une riposte déterminée contre cette politique de démantèlement. L'heure est à la mobilisation générale !

**PRENONS SOIN LES UN-ES DES AUTRES.
NE LÂCHONS RIEN.**

ÉCHOS DES ÉTABLISSEMENTS

Loches, Semblançay/La Membrolle, Bourgueil, Luynes, Clocheville

JOURS « ENFANT MALADE »

● P. 4

CONDITIONS DE TRAVAIL FPH

● P. 5

OFFENSIVE DU CAPITAL SUR LE SOCIAL

● P. 6

DÉFENDS TA SÉCU

● P. 7

ALLAN BARTE

● P. 8

SUD SANTÉ SOCIAUX 37 INDRE ET LOIRE

CHU de Tours 02 47 47 37 62

Portable Privé 06 17 63 57 32

Portable Public 06 15 08 62 22

✉ sudsantesociaux37@gmail.com

🌐 www.sudsantesociaux37.org

📱 @sudsantesociaux37

📷 @sudsantesociaux37



LOCHES : UNE DIRECTION SANS COMPLEXE !

APRÈS AVOIR REÇU UN COURRIER D'UNE FAMILLE D'UN RÉSIDENT, QUI ALERTAIT SUR LES CONDITIONS D'HYGIÈNE À L'EHPAD DE PUYGIBAUT À LOCHES, LA DIRECTION RÉPOND DANS LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE (NR) DANS UN ARTICLE PUBLIÉ LE 22 AOÛT 2025.

Le directeur des soins répond sans complexe : « Je suis surpris et désolé » (d'après l'article).

Revenons sur les mots employés par cette direction :

« JE SUIS SURPRIS ! » :

Ah bon ? comment ça surpris ? Pourtant les syndicats CGT et SUD, le personnel ainsi que des familles et résident-es avaient alertés. Et oui, rappelez-vous, membre de la direction de Loches, ce n'était il n'y a pas si longtemps, il y a 8 mois à peine, lors d'un préavis de grève déposé en janvier, suivi d'une mobilisation médiatisée (également par la NR), les 27 et 28 janvier 2025. Mais si, rappelez-vous, sur ces 2 jours une petite pluie fine s'est abattue sur les manifestant-es comme s'est abattu le mépris de la direction devant les alertes des familles, des collègues et des syndicats. Et oui nous y étions, et vous aussi d'ailleurs, enfin comme le soleil, de passage ! Et pourtant, ces revendications étaient légitimes, et alertaient sur les conséquences qu'aurait la ré-internalisation du ménage sans effectifs supplémentaires. Alors SUD Santé Sociaux est pour la réinternalisation des tâches de ménage, mais en augmentant les effectifs (ça aurait pu être l'occasion d'embaucher sous statut FPH les 5 collègues précaires en CDD de la société privé).

Comment se dire désolé, quand le préavis de grève déposé par la CGT et rejoint par SUD Santé Sociaux expliquait la situation sur les conditions de travail ? Pour rappel : Toilette à la chaîne, travail en sous-effectif, retard dans les dossiers, surcharge de travail, pas de travaux, manque de matériel, épuisement ... Tout était dit pourtant.

Pire encore, il y avait déjà eu des alertes comme la



mobilisation du 12 février 2022 pour exprimer « un ras-le-bol généralisé », ou le jour de cette marche silencieuse, le 17 février 2022, entre la mairie de Loches et l'hôpital, qui dénonçait déjà la dégradation des conditions de travail et le manque d'effectifs ! Et nous pourrions remonter le temps encore plus loin ...

« JE SUIS DÉSOLÉ ! » :

Ba, y'a de quoi, car les seuls responsables de ces conséquences désastreuses sont les membres dirigeants de l'établissement, appliquant aveuglément les directives ministérielles, sans prendre en compte la réalité de terrain ! Depuis des années, les directions successives n'ont eu de cesse que de mépriser les souffrances des collègues, de mépriser leurs représentant-es aux instances de l'établissement, et par conséquent de mépriser l'accueil et l'accompagnement des résident-es.

Suite au courrier, la direction dit vouloir « mener une enquête » certainement pour trouver « le Pharmacos », autrement appelé « bouc émissaire » ou « le bélier de la rançon ».

Mais pas besoin de chercher plus loin, chère direction, regardez dans vos prises de décisions, celles que vous imposées sans écouter l'avis des collègues et des représentant-es du personnel !



SUD SANTÉ SOCIAUX DÉNONCE UNE NOUVELLE FOIS L'ATTITUDE MÉPRISANTE DE LA DIRECTION, ET DEMANDE DES EFFECTIFS À HAUTEUR DES BESOINS !

SEMBLANÇAY / LA MEMBROLLE : DEMI-PORTIONS AUX RÉSIDENT-ES QUI MANGENT LE MOINS !

ON A CRU QU'ON AVAIT ENFIN UNE DIRECTION À L'ÉCOUTE DES REVENDICATIONS SUD SANTÉ SOCIAUX ET QU'ON ALLAIT POUVOIR PASSER UN BEL ÉTÉ...

Nous avons exigé que le droit aux congés des agent-es soit respecté, à savoir trois semaines complètes sans devoir rendre de week-end.

Nous avons également réclamé du personnel pour les mois de juillet et août pour ne pas revivre le calvaire de l'été dernier et pouvoir assurer une prise en charge de qualité pour les résident-es.

Et bien, nous avons été entendu-es :

- ✗ renfort massif d'étudiant-es,
- ✗ augmentation du nombre d'agent-es au bionettoyage,
- ✗ les collègues ont pu bénéficier pleinement de leurs trois semaines de congés.

L'effectif était à l'équilibre voire même supérieur certains jours.

Les agent-es ont pu prendre de belles initiatives pour améliorer le quotidien des résident-es : créations culinaires,



déjeuner dans le patio...sauf que pour certain-es d'entre elles-eux, il n'y avait rien à manger dans l'assiette !

En effet, juste avant l'été, dans le but de lutter contre le gaspillage alimentaire, la direction a décidé de réduire de trois repas chaque service de restauration et de ne servir que des demi-portions aux résident-es qui mangent le moins !

SUD s'est opposé à cette mesure lors du dernier CSE car il est bien évidemment inconcevable, en tant que soignant-es, de restreindre la nourriture des résident-es. Mais voilà, nous n'avons pas été écoutés et un dimanche midi, un agent a dû se détacher du service pour aller chercher des pizzas au kiosque du coin ... par manque de repas.

SUD SANTÉ SOCIAUX A SIGNALÉ CETTE SITUATION AUX TUTELLES ET CONTINUERA DE DÉNONCER LES DÉCISIONS DÉNUÉES DE BON SENS DES DIRECTIONS QUI VONT À L'ENCONTRE DU BIEN-ÊTRE DU PERSONNEL ET DES RÉSIDENT-ES.

BOURGUEIL : EFFECTIFS MINIMUM = DANGER MAXIMUM

L'EHPAD DE BOURGUEIL, POURTANT SI BEAU D'APPARENCE, VUE SUR LES VIGNES, LA BRUINE LES RECOUVRANT AU SOLEIL LEVANT ... HOP HOP HOP ... CREUSONS UN PEU ...

Que se passe-il dans les murs ?

Les personnels accompagnent au quotidien les résident-es dans leur lieu de vie, du levé au couché, dévoués pour donner une vie agréable aux habitant-es du lieu.

De l'accompagnement à la toilette du matin, aux repas, en passant par les soins de confort, les aides à l'habillage, aux déplacements, aux réfections des lits, au ménage des chambres, l'installation et le service des petits déjeuners, goûters et diners, les aides aux repas, en salle à manger ou dans les chambres, les soins ... plus tout autres demandes diverses et variées.

MISSION IMPOSSIBLE ?

Avec 3 agent-es pour 30 résident-es le matin, et 2 agent-es pour 30 résident-es le soir, 2 agent-es pour 105 résident-es la nuit ! La mission est parfaitement impossible ! Du moins, pas sans conséquences !

Nous ne sommes pas assez nombreux-euses pour accompagner les résident-es.

elles pâtissent directement du manque de personnel. Elles n'ont pas l'accompagnement digne et humain qu'elles

MISSION: IMPOSSIBLE

méritent.

Le personnel est à bout, épuisé physiquement et moralement

Nous demandons aux responsables, direction et ARS (Agence Régionale de Santé), de réagir, et de mettre les moyens à la hauteur des besoins !

LE SYNDICAT SUD SANTÉ SOCIAUX EXIGE DES EFFECTIFS SUPPLÉMENTAIRES AFIN D'ACCOMPAGNER DIGNEMENT LES RÉSIDENT-ES DANS LEURS VIES AU QUOTIDIEN. NOUS REFUSONS QUE LA DIGNITÉ ET LES CONDITIONS DE VIE DES RÉSIDENT-ES, AINSI QUE LA SANTÉ DES SOIGNAN-TES SOIENT SACRIFIÉ-ES !

CH LUYNES : SOUS-EFFECTIF PERMANENT, AGENT-ES ÉPUISE-ES, RÉSIDENT-ES MALTRAITÉ-ES PAR LA DIRECTION !

CET ÉTÉ 2025 RESTERA GRAVÉ COMME UNE VÉRITABLE CATASTROPHE AU CH LUYNES.

Le sous-effectif permanent, déjà chronique, a atteint un point de non-retour .

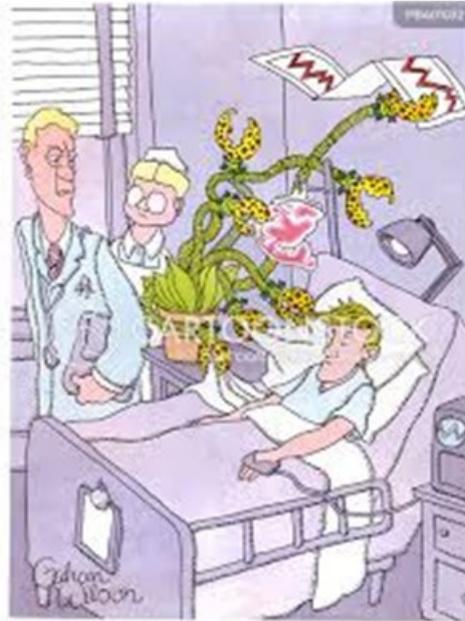
Agents-es sacrifiés-es, conditions de travail intenable ! Les agents-es en CA et en arrêt de travail ne sont pas remplacés-es à 100%, la direction répond par la mise en place des 12 H, des horaires coupés, des heures supplémentaires par HUBLO. Au final, les Risques Psycho Sociaux sont majorés : des équipes à bout de souffle, des arrêts de travail en forte augmentation, des conditions de travail et de prises en soins sont inacceptables.

LES RÉSIDENT-ES SONT PRIVÉS DE VIE SOCIALE ET DE SOINS DIGNES !

Les conséquences pour les résident-es sont graves :

- ✗ Diminution des animations pour préserver leur santé psychique,
- ✗ toilettes réduites au strict minimum, parfois pas de douche la semaine,
- ✗ des soins rapides et expédiés.

A l'Unité Personnes Agées Désorientées / Unité Hébergement Renforcé, l'utilisation des méthodes non médicamenteuses n'est plus garantie et les anxiolytiques sont distribués « à la chaîne » faute de temps et de



personnel pour une prise en soins adaptée. Qui accepterait de passer ses journées sans activité, dans l'attente d'un repas, avant d'être couché sans autre perspective qu'une nouvelle journée identique ?

Nous dénonçons cette maltraitance institutionnelle !

La direction a limité les admissions, mesure préjudiciable pour les usager-ères et qui n'a pas solutionné le problème.

Nous refusons cette fatalité ! « Le problème est national ».

Nous ne pouvons plus nous contenter de cette réponse.

Nous affirmons haut et fort que : Le bien-être des résident-es n'a pas de prix ! Les agent-es ne sont pas des variables d'ajustement ! Les économies sur le dos de ceux qui soignent doivent cesser ! Nous exigeons des moyens humains à la hauteur des besoins !

Il est urgent de mettre en place de véritables mesures de prévention, d'embauche et des conditions de travail décentes. Nous rappelons que la direction est responsable de la santé physique et mentale des agents-es selon l'article 4121-1 du code de travail.

Nous appelons à la responsabilité des décideur-euses : élus, ARS, direction. Assez de paroles, place aux actes !

SUD SANTÉ SOCIAUX DÉNONCE CETTE MALTRAITANCE INSTITUTIONNELLE !

NOUS APPELONS TOUT-ES LES COLLÈGUES À SE BATTRE POUR OBTENIR DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIGNES, RESPECTANT NOS DROITS, POUR DES MOYENS À HAUTEUR DES BESOINS.

Jours enfants malades dans la FPH

D'APRÈS LES DIRECTIONS LES DEMANDES DE CONGÉS « ASA * », EN PARTICULIER CELLES USITÉES PAR LES AGENT-ES EN JOURNÉE ENFANT MALADE, SONT LOIN D'ÊTRE EN DEVOIR D'ÊTRE ACCEPTÉES.

Bon ça, on s'en était rendu compte. Nombre d'agent-es en ont fait les frais car ces journées sont soumises à nécessité de service et à l'interprétation managériale.

Quid de situations personnelles qui peuvent être au demeurant gravissimes. Pas de problème, on apposera des RT, des CA ou des journées d'absences injustifiées avec les conséquences financières qui s'en suivront.



D'autre part, les Directions précisent que ces journées sont des Opportunités ! (Leur bon cœur les perdra !)

Attention ! Pour nos directions, il faut qu'il s'agisse d'arrêts imprévisibles car **même une aggravation** sur une hospitalisation programmée qui se prolonge **ne justifiera pas une pose de journée « enfant malade »!**

POUR TOUTES INTERROGATIONS ET SOUTIEN À CE SUJET, N'HÉSITÉS PAS À VOUS RAPPROCHER DU SYNDICAT SUD SANTÉ SOCIAUX !

ON NE LÂCHE RIEN, ON PREND SOIN DE NOUS !

* Autorisation spéciale d'absence

Clocheville : la direction ne tient pas ses promesses

ET ÇA CONTINUE ENCORE ET ENCORE ! C'EST QUE LE DÉBUT D'ACCORD, D'ACCORD ! MALHEUREUSEMENT NON !!!

Il y a 2 ans nous avons accompagné les agent-es de Clocheville en grève, luttant avec elleux pour leurs conditions de travail et pour la rénovation des locaux.

Suite à leur détermination, ielles ont obtenu de la direction quelques promesses durement arrachées telles que le remplacement des huisseries et la réfection ou déplacement de l'ascenseur menant en réa et aux blocs.

Promesses évidemment non tenues !

Doit-on s'en étonner ?

Les collègues fortes de leur conviction quant au bien-être et à la sécurité des patient-es, ont renouvelé sur les réseaux sociaux leurs inquiétudes, une photo illustrant leur propos.

Bien entendu, la direction cherche à savoir qui aurait pu prendre cette photo, leurs préoccupations n'étant pas à l'évidence les mêmes que celles des soignant-es. Un raisonnement à l'envers de ce qui devrait être notre sacerdoce à toutes, il s'agit d'enfants à mettre en sécurité !

N'oublions pas que dans cet ascenseur en particulier, le lit rentre mais pas les soignant-es. Il est si petit que personne

ne peut garantir la prise en charge correcte d'un enfant s'il vient à faire un malaise ! Certains matériels notamment orthopédiques doivent être démontés pour pouvoir y rentrer !

Qu'attend-t-on ? Qu'il arrive un incident ? Un « On vous l'avait bien dit » ne soulagera pas les consciences des soignant-es que nous sommes !

Quant à la direction, qui préfère la chasse aux sorcières à la réactivité pour chercher les fonds nécessaires aux rénovations, comment communiquera-t-elle suite à une potentielle catastrophe ? Certainement de façon comptable comme à son habitude !

Nous en avons assez des gestionnaires imperméables à la moindre nécessité basique comme la sécurité des enfants !

LE SYNDICAT SUD SANTÉ SOCIAUX SOUTIEN LE COURAGE DES LANCEUSES ET LANCEURS D'ALERTE QUI SE METTENT EN DIFFICULTÉS, SOUS LES MENACES ÉVENTUELLES

DE SANCTIONS S'ILS/ELLES SONT DÉCOUVERT-ES ! NE LÂCHONS RIEN ! L'ENJEU EST TROP IMPORTANT ! MERCI À ILS/ELLES POUR NOS ENFANTS !



Conditions de travail dégradées dans la FPH = ça suffit

STOP AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES, IMPOSÉES PAR NOTRE ADMINISTRATION !

Après nous avoir « pondu » les fameux « Hublo » usités à toutes les sauces au détriment des équipes de remplacement devenues anorexiques au prorata des besoins (congé maladie, formations, compensations syndicales...), les nouvelles stratégies de remplacement commencent déjà à sentir le roussi !

Nous en avons déjà fait les frais pendant les vacances car au moindre grain de sable dans le rouage, le sous-effectif est de mise en priorité car nous avons beau accepter de revenir (conscience professionnelle quand tu nous tiens !). Nos vies de famille en pâtissent !

Les postes dits de coupures sautent, les aide-hotellières aussi, bah sont-ils indispensables ?

Les agent-es sont également envoyés dans d'autres services (Taratata il faut être solidaire) au mépris des spécialités et des appréhensions liées au risque d'erreur !

Les Directions nous parlent de « mode dégradé » qui pour elles, jusque-là, était un gros mot mais refusent pour l'instant de nous dire en quoi cela consiste par pôle et par service ! Et oui, il faut assumer au grand jour de dire aux

agent-es qu'un peu moins de ménage ou de prise en soins de patient-es est possible. Après tout, ces mêmes patient-es « Ont-ils besoin d'être briqués tous les jours ? »

Jusqu'où vont-elles aller ?

Dégrader nos conditions de travail, c'est dégrader la qualité de nos soins, les directions voudraient orienter les patient-es vers le privé qu'elles ne s'y prendraient pas autrement !

Nous nous épuisons physiquement et psychologiquement.

Les patient-es et leur famille en sont désolés pour nous.

Le gouvernement veut réduire de plus de 5 milliards le budget pour la Santé. Ne nous leurrons pas nous serons forcément impactés !

Comment fera notre direction pour nous asservir encore plus ?

La détermination mortifère qu'elles mettent dans tout cela n'a certainement pas fini de nous surprendre !

EN ATTENDANT, SOIGNANT-ES, ADMINISTRATIF-IVES ET TECHNIQUES, REJOIGNEZ-NOUS, ENSEMBLE NOUS SERONS PLUS FORT-ES ! NE LÂCHONS RIEN ! CONTINUONS LA LUTTE, NOUS SOMMES LE DERNIER REMPART D'HUMANITÉ !



NUMÉRISATION, SERAFIN-PH, CONVENTION COLLECTIVE UNIQUE ÉTENDUE CCUE : UNE MÊME OFFENSIVE DU CAPITAL CONTRE LE SOCIAL

LE SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL SUBIT UNE RÉORGANISATION SYSTÉMIQUE. DERRIÈRE LE VERNIS DE " MODERNISATIONS " TECHNIQUES, JURIDIQUES ET NUMÉRIQUES, UNE LOGIQUE S'IMPOSE : TRANSFORMER LE SOIN, LE LIEN ET L'ACCOMPAGNEMENT EN PRESTATIONS MESURABLES, BUDGÉTABLES, RENTABLES .

Ce processus n'est pas isolé. Il s'inscrit dans une dynamique mondiale où les États, soumis aux injonctions d'institutions comme l'OCDE, la Banque Mondiale ou l'Union européenne, réorganisent les services publics selon les normes du marché : flexibilité, rentabilité, compétition. Le social est désormais absorbé par cette logique.

UNE POLITIQUE COHÉRENTE DE MARCHANDISATION

La situation actuelle n'est pas un accident bureaucratique, mais l'aboutissement d'une stratégie néolibérale. En 2002, la loi de rénovation de l'action sociale introduit les notions de qualité, d'évaluation et de contractualisation, préparant l'ouverture au privé. En 2009, les Agences Régionales de Santé sont créées pour piloter le médico-social à travers des indicateurs de performance. En 2014, SERAFIN-PH est lancé : une réforme de tarification fondée sur le coût et le rendement. Enfin, entre 2018 et 2023, le "Ségur du numérique" généralise l'usage de logiciels de gestion et de traçabilité comme IMAGO, Ogyris, ViaTrajectoire ou Armonia. Chaque étape prépare la suivante, non pas pour soigner mieux, mais pour gérer, contrôler et rentabiliser.

SERAPHIN-PH : LA T2A DU MÉDICO-SOCIAL

Comme la Tarification à l'Activité (T2A) à l'hôpital, SERAFIN-PH transforme l'accompagnement en actes standardisés et chronométrés. Le financement dépend désormais du nombre d'actes produits, non des besoins humains. Ce qui a détruit l'hôpital menace aujourd'hui les foyers, les IME, les SESSAD ou les SAVS : perte de sens, surcharge, burn-out et départs en chaîne.

LES LOGICIELS, BRAS ARMÉS DU CONTRÔLE

IMAGO, Ogyris, Armonia, ViaTrajectoire et les autres outils numériques ne sont pas neutres. Ils servent à fragmenter le travail en tâches standardisées, à mesurer et tracer chaque activité, à transmettre automatiquement les données aux autorités de tarification. Les professionnel·les deviennent des technicien·nes de la preuve, contraints de produire en permanence des justifications chiffrées. Ce travail invisible grignote le temps du soin réel, déshumanise la relation, isole les équipes et alourdit la charge mentale.



CCUE : LA CONDITION SOCIALE DE LA RÉFORME

La Convention Collective Unique Étendue (CCUE), portée par Axess, complète SERAFIN-PH. Elle vise à baisser les salaires, à remettre en cause les primes, l'ancienneté et les congés, et à généraliser la mobilité imposée et la polyvalence. Comme les structures seront mises en concurrence par la tarification, elles chercheront à réduire les coûts. La CCUE fournit l'outil juridique permettant de casser les droits des salarié·es, de la même manière que la T2A a fragilisé le statut hospitalier.

UNE STRATÉGIE INTERNATIONALE

Cette transformation suit un modèle global : réduction des dépenses publiques, ouverture à l'investissement privé, standardisation numérique, création d'un marché européen du social. Le médico-social est désormais présenté comme un gisement de valeur et une source d'innovation économique. Il ne s'agit pas d'un dysfonctionnement, mais d'une logique systémique : transformer tout besoin humain en opportunité de profit.

CE QUI EST DÉTRUIT

Cette offensive attaque le cœur du travail social : le temps du lien et de la coopération, le soin global et non fragmenté, la confiance mutuelle plutôt que la surveillance. Elle impose au contraire une surcharge administrative, une perte d'autonomie professionnelle, un isolement croissant, une précarisation rampante et une dépossession du sens du métier.

RÉSISTER, S'ORGANISER, LUTTER

Ces choix sont politiques, pas inéluctables. Partout, syndicats et collectifs résistent. Nous devons défendre une autre logique : dignité, solidarité et émancipation.

Nous exigeons l'abandon de SERAFIN-PH et de la tarification à l'acte, le retrait de la CCUE patronale, la suppression des logiciels de contrôle, un financement public garanti fondé sur les besoins réels, ainsi que la création d'un service public du social et du médico-social, accessible à toutes et tous, basé sur l'égalité, la coopération et l'autogestion.

NOS MÉTIERS NE SONT PAS DES LIGNES BUDGÉTAIRES . ILS INCARNENT UNE SOCIÉTÉ DE SOLIDARITÉ , DE JUSTICE ET DE SOIN . DÉFENDONS UN MODÈLE LIBÉRÉ DES LOGIQUES DE PROFIT , DÉMOCRATIQUE , FÉMINISTE , ÉCOLOGISTE , DÉCOLONIAL .

SOIGNE TA SANTÉ, DÉFENDS TA SÉCU ! 80 ANS APRÈS SA CRÉATION LA SÉCU EST ENCORE À NOUS !

LE COLLECTIF UNITAIRE « LE TOUR DE FRANCE POUR LA SANTÉ » QUI REGROUPE UNE TRENTAINE D'ORGANISATIONS DONT SUD SANTÉ SOCIAUX ET LE COLLECTIF SANTÉ 37, SE MOBILISE DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES POUR LE DROIT À LA SANTÉ POUR TOUTES ET TOUS. NOUS REPRODUISONS ICI UN CONDENSÉ DE SA DERNIÈRE COMMUNICATION.

« Près de 7 millions de personnes sans médecin traitant. Impossibilité de consulter un spécialiste dans des délais raisonnables et sans dépassement d'honoraires. Des Urgences saturées, des personnel-le-s de santé épuisé-e-s. Des fermetures de maternités, de centres d'IVG, de services hospitaliers. La psychiatrie, la pédopsychiatrie abandonnées. Dans les EHPADs, toujours des manques de professionnel-le-s. La prévention, la médecine scolaire et la médecine du travail laminées.

UNE DÉGRADATION DE LA QUALITÉ DES SOINS ET DES INÉGALITÉS DE SANTÉ EN HAUSSE. DES POLITIQUES QUI DÉTRUISENT NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ ET NOTRE SÉCU !

Cette situation où il est de plus en plus difficile de se soigner inquiète chacun-e d'entre nous. Elle n'est pas tombée du ciel. Ce sont les politiques menées depuis des années qui en sont responsables et notamment les coupes répétées de budget imposées au service public de santé.

La Sécurité sociale, notre bien commun, qui nous permet de nous soigner quels que soient nos moyens, est en grand danger. »

La France recule au 23^{ième} rang des 27 pays de l'OCDE pour la mortalité infantile !

LES MESURES ANNONCÉES DE 5 MILLIARDS D'EUROS D'ÉCONOMIES SUR LA SANTÉ DANS LE CADRE DU PLAN D'AUSTÉRITÉ GOUVERNEMENTAL DE 44 MILLIARDS NE FERONT QU'AGGRAVER LES FAITS.

Tout comme « le doublement des franchises médicales (jusqu'à 200 euros par an non remboursés), la limitation de la prise en charge des affections de longue durée (ALD), l'allongement du délai de carence (jusqu'à 7 jours) pour les arrêts maladie, la suppression de la consultation de médecine du travail après un arrêt de longue durée et les nouvelles attaques contre l'Aide Médicale d'Etat (AME) visant de fait à sa suppression ... »

« L'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) » est annoncé « inférieur à 2%, une enveloppe budgétaire pour l'hôpital et la ville » sera « très largement inférieure aux besoins minimum. »

NOUS NOUS OPPOSONS FERMEMENT À L'ENSEMBLE DE CES MESURES ET À CETTE AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE ! IL EST POSSIBLE DE FAIRE AUTREMENT, CELA DÉPEND DE CHOIX POLITIQUES FORTS PORTANT LA SANTÉ COMME UN DROIT ET NON COMME UNE MARCHANDISE.

82% des fraudes sur les prestations détectées en 2024, soit 519 millions d'euros, sont le fait d'établissements de santé et professionnel-le-s de ville

« Pour financer la Sécurité Sociale, nous demandons :

- L'augmentation des salaires : 1% d'augmentation = 4,9 milliards d'euros de cotisations dans les caisses de la Sécu par an,
- Des embauches dans la santé, le médico-social et le social,
- L'obtention de l'égalité salariale homme-femme = 5 milliards d'euros annuels,
- La suppression des exonérations et exemptions de cotisations sociales,
- La récupération des cotisations sociales non versées par des entreprises à la Sécurité sociale (13 milliards d'euros),
- De combattre la fraude d'entreprises, d'établissements de santé et de professionnels de ville ainsi que l'emprise de groupes financiers sur la santé.

Nous voulons :

- Un système de santé solidaire, répondant aux besoins de santé physique et psychique, de soins, de prévention et d'accompagnement social pour l'ensemble de la population, réorganisé dans ce sens,
- Un budget à la hauteur de ces besoins,
- Une Sécurité Sociale solidaire et universelle, prenant en charge à 100% les soins de santé prescrits et la perte d'autonomie, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'Etat, sans aucun reste à charge. »

« NOUS VOULONS UNE SÉCURITÉ SOCIALE DÉMOCRATIQUE, DU LOCAL AU NATIONAL, CELA VEUT DIRE DES ÉLECTIONS ET LA DÉFINITION DU BUDGET PAR LES ASSURÉ-E-S SOCIAUX, LES PERSONNELS ET LA POPULATION. »

Soigne ta Santé!

Soigne ta Sécu !



Un BUDGET de la Sécurité Sociale Pour sortir de la crise sanitaire et satisfaire les besoins des populations

ALLAN BARTE : DESSINATEUR ENGAGÉ

Après des études de Droits et de communication politique, Allan Barte s'est tourné vers le dessin.

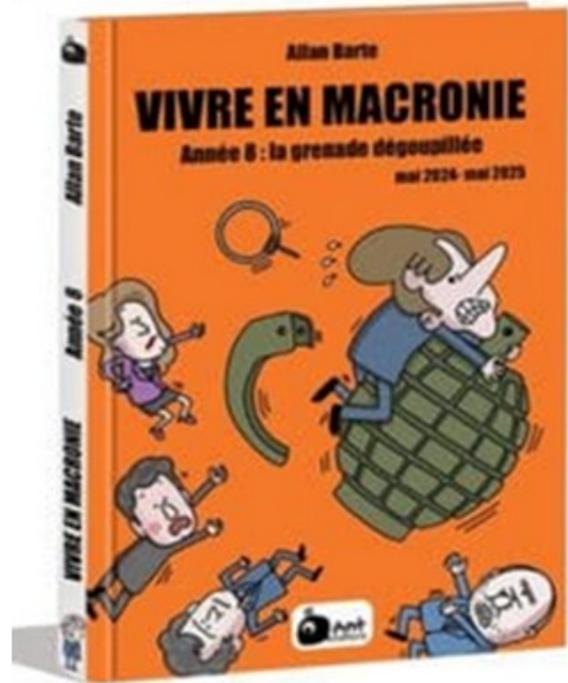
Disant lui-même qu'il ne sait pas dessiner, il esquisse ses personnages à sa façon, petit corps et grosse tête, à la fois drôle et caricatural.

Après avoir commencé sa carrière de dessinateur par « La vie du lutin » en 2005 sur un blog, et « le journal du lutin » en BD en 2006, il publie « Napalm Fever » en 2014, petit clin d'œil à ses origines vietnamiennes, BD qui décrit l'histoire d'un journaliste d'origine vietnamienne, suivant un groupe de Viêt-Cong pendant la guerre du Vietnam, une manière de voir l'histoire d'une autre façon que dans les films hollywoodien.

C'est à partir du premier quinquennat de Macron qu'il publie chez « Ant éditions », via un financement participatif, la série de BD « Vivre en Macronie ». Le tome 8 sortira fin 2025.

Dessinateur engagé, Allan Barte crayonne un regard critique et humoristique de l'actualité politique nationale.

Il travaille notamment avec Médiapart et la fédération SUD Santé Sociaux.



SUD SANTÉ SOCIAUX 37, QUI SOMMES-NOUS ?

DANS LE SECTEUR PUBLIC :

Le syndicat départemental SUD est affilié à la fédération SUD Santé Sociaux (4^{ème} fédération syndicale dans la Santé) qui siège au Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière et au Conseil Supérieur des Professions Paramédicales.

En Indre et Loire, SUD (1er syndicat) siège dans les Commissions Paritaires Départementales, la Commission Consultative Paritaire et le Conseil Médical départemental.

SUD est présent et actif au CHRU de Tours (majoritaire), dans les CH de Luynes (majoritaire), d'Amboise Château Renault (majoritaire), de Ste Maure, de Loches et de Louis Sevestre. Et nous sommes dans les EHPAD de Debrou (majoritaire), de Vernou (majoritaire), de Semblançay la Membrolle (majoritaire), de l'île Bouchard (majoritaire), de St Christophe sur le Nais (majoritaire) et de Richelieu (majoritaire), et maintenant à Bourgueil.

Et nous sommes présent-es dans 2 blanchisseries du 37.

EN RÉGION CENTRE, SUD SIÈGE AU CGOS ET À L'ANFH.

DANS LE SECTEUR PRIVÉ :

La fédération SUD Santé Sociaux est représentative dans la Convention Collective des Centres de Lutte contre le cancer (CLCC), la CC66, la CC65, les CHRS.

Elle a progressé fortement dans la CC51 et à la Croix Rouge. Elle est représentative dans l'ensemble de la BASS.

En Indre et Loire, il y a des sections à la Boisnière, la Croix Rouge, l'IRECOV, la Sauvegarde 37, La Source, Médiation et Parentalité, Enfance et pluriel, Vyv3, EHPAD Léopold Bellan ...



EN INDRÉ ET LOIRE,
SUD SANTÉ SOCIAUX EST ACTIF ET
REPRÉSENTATIF DANS DE NOMBREUX
ÉTABLISSEMENTS.



C'EST DÉCIDÉ, J'ADHÈRE À SUD !

SCANNE CE QR CODE POUR REMPLIR NOTRE
FORMULAIRE D'ADHÉSION EN LIGNE

OU CONTACTE NOUS POUR OBTENIR NOTRE KIT D'ADHÉSION
sudsantesociaux37@gmail.com

